union fédérale des syndicats de l'État

la cgt

Montreuil, le 19 octobre 2026.

**Monsieur David Amiel**
*Ministre de l'action et des comptes publics, chargé de la fonction publique*

**Monsieur Boris Melmoux-Eude**
*Directeur général de l'administration et de la fonction publique*

**Objet : Préavis de grève sur la période du 1er novembre au 31 décembre 2026.**

Monsieur le ministre,
Monsieur le Directeur général.

Les colères sont immenses et ne cessent de s'amplifier à l'image de la multiplication des processus de mobilisations des salarié.es, du public et du privé, des privé.es d'emploi, des retraité.es, de la jeunesse.

L'UFSE-CGT vous rappelle que les jeunes, lycéen.nes et étudiant.es, comme les salarié.es, ont le droit de s'organiser, de se réunir, de manifester. Plutôt que de faire le choix d'une répression inacceptable et inégalée depuis longtemps, il relève de la responsabilité des pouvoirs publics de garantir l'exercice de ces libertés fondamentales.

Comme vous le savez, les agent.es public.que.s ont exprimé leurs colères et porte leurs exigences lors de la journée de grève et de manifestations du 29 septembre dernier.
Depuis, les journées de mobilisations dans différents secteurs professionnels de la fonction publique se multiplient.

Monsieur le ministre,

L'heure n'est ni à la répression ni au pourrissement. Vous devez et vous pouvez répondre aux revendications des agent.es publics, actifs et retraité.es, fonctionnaires et contractuel.les, femmes et hommes.

Vous pouvez y répondre parce que de l'argent il y en a à l'image, entre autres, des 211 milliards d'euros alloués chaque année aux entreprises sans aucune contreparties, ni contrôle ni évaluation. Il y en a pour notamment :

- Construire des lois de finances et de financement de la sécurité sociale sur d'autres bases que celles de l'austérité et des purges budgétaires,

- Reconquérir une sécurité et une protection sociales protectrices [santé, accidents du travail et maladies professionnelles, famille, retraite, chômage],

- Permettre aux agent.es publics de bien faire leur travail, de garantir les droits des citoyen.nes et des usager.es, satisfaire leurs besoins,

- Revaloriser de manière immédiate et significative les traitements, les salaires, les pensions, les retraites.

L'UFSE-CGT exige la mise en œuvre d'une autre politique salariale qui doit trouver de premières traductions dans la loi de finances : augmentation a minima de 10 % de la valeur du point d'indice, son indexation sur l'inflation, refonte des grilles indiciaires, abrogation du jour de carence, rétablissement à 100 % de la rémunération versée aux agent.es en congé maladie ordinaire, rétablissement de la Garantie individuelle du pouvoir d'achat.

- Imposer l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes avec y compris la revalorisation des filières professionnelles à prédominance féminine,

- L'arrêt des suppressions d'emplois, la création de postes de fonctionnaires partout où c'est nécessaire, un plan de titularisation des agent.es non titulaires,

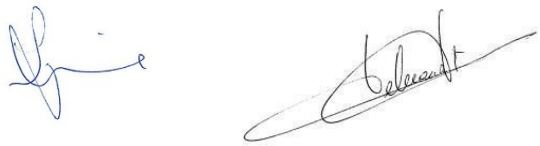
- La réduction du temps de travail tout au long de la vie avec les 32 heures et la reconstruction d'un droit au départ à la retraite à taux plein à 60 ans,

- Des droits financés par les employeurs publics à l'action sociale et à la protection sociale complémentaire tant pour les actifs que pour les retraité.es.

L'UFSE-CGT appelle les agent.es publics à s'inscrire massivement dans la journée interprofessionnelle de grève et de manifestations du 5 novembre prochain.

Elle appelle les agent.es publics à s'inscrire dans toutes les mobilisations initiées pour imposer d'autres choix.

L'UFSE-CGT avait déposé un préavis de grève du 28 juillet dernier au 31 octobre.

L'UFSE-CGT dépose un nouveau préavis de grève du 1er novembre au 31 décembre 2026. Ce préavis de grève vaut pour l'ensemble des personnels de la fonction publique de l'Etat y compris pour les nuitées en amont et en aval des journées d'actions mais aussi pour les agent.es qui travaillent avec des horaires décalées.

Pour l'Union fédérale des syndicats de l'Etat CGT,
Les co - secrétaires généraux,
Sylvie Aebischer et Christophe Delecourt.